

consumérisme

l'offre choisit toujours des produits qui satisferont le plus grand nombre. Elle ne peut rencontrer toutes les singularités. C'est le principe du « *second best* », le produit moyen est le meilleur, celui qui sera retenu par la distribution. « *C'est très visible dans l'offre culturelle, les films proposent des intrigues simples, compréhensibles par le plus grand nombre. Les films plus complexes, d'art et d'essai, ne sont pas projetés dans les grands complexes à vocation commerciale. Il y a un nivellement de l'offre culturelle.* »

Achat et labeur

Seconde critique : certes le consommateur choisit librement parmi les différents produits proposés, mais encore faut-il qu'il dispose des bonnes informations. « *Or la comparaison, la recherche de l'information éclairante transforme la consommation en une activité coûteuse en temps et en attention*, reprend Jean De Munck. *En réalité, le consommateur achète bien souvent à l'aveugle des produits qu'il connaît mal.* » Les télécommunications en sont l'exemple le plus flagrant. « *Les plaintes explosent dans le secteur au point que des enquêtes montrent qu'une partie du public regrette le temps des monopoles publics.* » Pourquoi ? « *Parce que la concurrence a poussé à complexifier les produits. Les contrats proposés par les opérateurs sont incompréhensibles, avec des tarifications différentes selon l'heure et les numéros appelés. Le consommateur ne sait plus ce qu'il achète et se plaint quand il reçoit sa facture.* »

Enfin, et peut-être surtout, avant de consommer, il faut travailler. Pas d'achat sans labeur. On est ici très loin de la liberté. « *Il y a une injonction forte au travail, à la soumission. Ceci entre en contradiction avec l'image de la jouissance sans trêve offerte par la consommation. En réalité, on vit dans une société très disciplinaire qui se prétend fondée sur la liberté.* »

Un dernier constat, en forme de pique. Lorsqu'il a fini son travail et perçu son salaire, le consommateur se rend au centre commercial. Mais là encore, sa liberté est bridée, canalisée par les injonctions dont le bombarde la publicité : perdre du poids, prendre soin de son hygiène, se pavaner dans une belle voiture. « *Ces normes produisent beaucoup de conformisme*, raille le professeur. *Nous sommes censés vivre dans une société d'individus autonomes, et pourtant nos besoins sont formatés par les centres commerciaux.* »

Réclamer d'autres modèles

Le contrôle de l'armement a fait l'objet d'un débat public. Pourquoi le consumérisme ne bénéficierait-il pas d'un tel débat ? Celui-ci s'impose d'autant que le consumérisme ne s'est pas seulement emparé des individus mais également de l'espace politique, par-delà les clivages gauche-droite. Si certains à gauche dénoncent le consumérisme comme étant un sous-produit du capitalisme,

A quand un débat sur la prospérité ?

Poser la question de la prospérité ne se limite pas au seul examen des défis écologiques. C'est aussi envisager les inégalités, la répartition des richesses et même se demander si la richesse à un sens. « *Voyez les gagnants du système, ceux qui consomment abondamment*, observe l'économiste louvaniste Isabelle Cassiers, *il n'est pas certain que cette abondance contribue à leur bonheur.* »

Il faut donc repenser l'avenir. Remplacer une société de croissance par une société prospère, juste, qui permette à chacun de s'épanouir. Cela ne se fera pas en un jour et ne sortira pas d'une seule tête. C'est pourquoi une brochette d'universitaires, venus de toutes les universités et disciplines, ont été réunis par Isabelle Cassiers autour de son ouvrage *Redéfinir la prospérité, jalons pour un débat public*. « *J'ai voulu faire dialoguer plusieurs disciplines*, poursuit l'économiste. *Nous voulions dessiner quelque chose qui soit une alternative globale, cohérente, qui ne tombe pas d'en haut mais vienne donner force aux initiatives déjà en cours.* »

Cet ouvrage, qui réunit exclusivement des universitaires, dont Jean De Munck (qui s'attache à dénoncer la fausse liberté du consommateur), courait le risque de « venir d'en haut ». Le piège est parfaitement contourné, *Redéfinir* est ancré dans le concret, axé sur la vie quotidienne dans nos sociétés. Ses analyses posent les balises d'un futur débat public d'où émergera enfin le contenu accepté et compris de la prospérité. « *Je vois que ce débat est porté par un double mouvement, d'un côté, une multitude d'expériences citoyennes de terrain, et de l'autre l'apparition d'analyses universitaires globales qui, à l'image de celle de Tim Jackson, donnent une caution théorique à ces démarches.* »

En 2008, la crise financière a une première fois ébranlé notre système. La catastrophe nucléaire de Fukushima est peut-être la seconde incitation à changer notre modèle de société. « *Les choses sont en train de mûrir*, conclut Isabelle Cassiers. *Ce qui change les perspectives. Jusqu'ici, les expérimentateurs d'alternatives sur le terrain ou dans leur université se sentaient isolés, relégués à la marge du système dominant. Aujourd'hui, ces deux acteurs se renforcent l'un l'autre.* » ■ J.-F.P.

Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public
Isabelle Cassiers et al.
Editions de l'Aube, 2011, 281 p.



Paul Williams

Nous vivons dans une société qui veut faire croire à la jouissance sans trêve par la consommation.

les états-majors politiques évitent toute remise en question et préfèrent s'attacher à rendre plus facile l'accès de toutes les classes sociales à la consommation. L'analyse économique n'échappe pas non plus à l'étalon de la consommation, qui est devenu le baromètre de la santé des sociétés. « *La consommation des ménages constitue une des mesures les plus utilisées pour évaluer le niveau de santé économique d'un pays*, observe encore Jean De Munck. *Le soutien à la consommation fait partie des priorités des Etats contemporains.* »

Jusqu'ici, il était difficile de critiquer le consumérisme sans verser dans l'élitisme ou une forme d'ascétisme répressif. Mais en

considérant ce modèle comme une prison à ciel ouvert qui enferme individus et sociétés dans un projet sans issue, il est possible de réclamer un débat public d'où émergeront d'autres modèles, porteurs de vraies libertés. « *Nous devons*, conclut le sociologue, *ouvrir des délibérations publiques sur les questions énergétiques, la taxation des voyages en avion, les 4x4, la promotion des transports collectifs, etc. On doit rediscuter du travail, revoir la norme jusqu'ici indépassable de l'emploi permanent. Des groupes ont ça et là ouvert des voies. On peut en tirer les premières conclusions et approfondir leurs réflexions.* » ■ Jean-François Pollet